

Comment servir le Report

Le rapport d'incident criminel de la GRC est prêt à servir, et les Trudeau et compagnie n'ont nulle part où se cacher. La commissaire de la GRC, Brenda Lucki, a déclaré que la GRC est un organisme libre et indépendant du gouvernement et qu'elle est libre d'enquêter sur Trudeau, et nous l'avons au dossier, alors #DoYourJobBrenda!

Le rapport d'incident comprend des preuves de barrage qui prouvent:

1. Tous les postes frontaliers étaient ouverts avant l'invoqu entier de la Loi
2. Les motifs invoqués pour invoquer la Loi ont été fabriqués de toutes pièces
3. La procédure parlementaire d'invocation de la Loi n'a pas été suivie
4. La police (à tous les niveaux) n'a pas demandé que la Loi soit invoquée
5. La manifestation était pacifique et légale; une voie était ouverte et les intersections ont été laissées ouvertes par les manifestants, et les tribunaux ont accepté
6. Les droits des Canadiens ont été violés en violation du paragraphe 3 de la Loi sur les mesures d'urgence.

Nous avons également de solides affaires de common law qui stipulent que les agents de la Couronne ne sont PAS à l'abri de poursuites, ni de responsabilité personnelle.

Instructions pour servir:

Étape 1 : Téléchargez le rapport d'incident criminel de la GRC ci-dessous.

Étape 2 : Livrer aux organisations/personnes suivantes :

1. Détachement de la GRC
2. Poste de police local
3. Station de la Police provinciale de l'Opp
4. Votre bureau local de député
5. Votre média local
6. Le Comité mixte spécial sur la déclaration d'urgence
7. La Commission d'urgence de l'ordre public
8. Les sénateurs
9. Tous les groupes connexes avec qui vous êtes associé

Étape 3: PARTAGER, PARTAGER, PARTAGER!

REMARQUE : Si vous présentez le rapport à la police, vous voulez parler à un agent d'enquête et obtenir un numéro d'incident. S'il vous plaît être poli et respectueux, aussi être persistant pour obtenir ce numéro car sans ce numéro, c'est le rapport d'incident n'a pas été enregistré dans le système.

Nous avons recueilli une énorme quantité de preuves jusqu'à présent, cependant, nous continuons d'accepter des preuves; des photos, des vidéos et toute autre preuve prouvant Trudeau4Treason.

Si vous avez des preuves que vous souhaitez soumettre montrant que les manifestations étaient pacifiques / légales, les abus commis par la police, ou si vous souhaitez simplement partager votre histoire sur les raisons pour lesquelles vous soutenez le convoi, ou ce dont vous avez été témoin sur les médias sociaux, ou les médias grand public, utilisez le lien ci-dessous pour les instructions et pour télécharger le modèle d'affidavit: Stand4THEE.com/Trudeau4Treason-Affidavit.

#wegotthis

Script pour la livraison du rapport d'incident criminel

Il s'agit d'un rapport d'incident criminel soumis par des citoyens canadiens concernés. Les accusations comprennent l'infraction criminelle de trahison contre Justin Trudeau, Chrystia Freeland, Bill Blair, Mark Mendicino et David Lametti.

La preuve indique que la loi d'urgence a été invoquée illégalement et n'a pas suivi les règles de la loi sur les mesures d'urgence, anciennement connue sous le nom de loi sur les mesures de guerre. L'article 17.1 de la loi sur les

mesures d'urgence stipule que l'invocation de la loi doit passer par un processus parlementary pour être légale. Le gouverneur en conseil ne comprend pas la Chambre des communes et le Sénat. Le Governor in Council est composé de 39 ministres du Cabinet fédéral et du gouverneur général. Le gouverneur en conseil n'a pas participé à cette invocation, rendant l'invocation illégitime.

Notre preuve prouve que seulement 3 députés libéraux ont voté sur l'invocation de la Loi rendant l'invocation illégale. Nos droits en vertu de la Déclaration canadienne des droits l'emportent sur l'Ordre en ce qui concerne les manifestations. Le Décret ne satisfait pas aux conditions de la Déclaration canadienne des droits. En tant qu'agents de l'overnment canadien G, tu ne l'emporteras pas sur les droits d'un citoyen canadien, à moins qu'un Act de Parliament n'autorise ces agents à le faire, et dans cette invocation, il n'y en avait pas. Il n'y avait pas de loi du Parlement, c'était une loi de 3 députés libéraux que l'invocation des fusions EAct a été promulguée le rendant illégitime.

Les personnes énumérées ci-dessus ont commis l'infraction pénale de trahison. Nous remettons maintenant des éléments de preuve et des affidavits liés à cette affaire.